

*Initiatives ministérielles*

Je voudrais revenir aux observations formulées par le ministre vendredi dernier, lorsqu'il a dit que la politique d'immigration d'un pays reflétait le système de valeurs de celui-ci. Je suis d'accord avec lui. Le Canada véhicule depuis toujours l'image d'un pays qui est humanitaire, accessible, charitable, un pays au sujet duquel peu de gens, lorsque vous allez à l'étranger, disent du mal. Nous occupons une position enviable.

Ce qui me préoccupe au sujet du projet de loi C-86 qu'examine la Chambre aujourd'hui, c'est qu'il compte plus de 113 pages. Je dois dire en toute honnêteté que je n'ai pas eu le temps, au cours des trois ou quatre derniers jours, de le lire au complet. Tout partisan que je sois de la simplification et de l'amélioration du projet, faire adopter ce projet à la Chambre en deux jours, c'est un peu lesté. Le projet m'inquiète un peu parce que la modification laisse au jugement de la fonction publique du Canada, des fonctionnaires du ministère, une latitude beaucoup plus grande.

J'ai demandé au ministre vendredi dernier et j'ai demandé à quelques députés ministériels au cours du débat d'aujourd'hui ce qui se passera lorsque cette loi sera appliquée. Que se passera-t-il lorsque tout ce pouvoir discrétionnaire sera cédé à la fonction publique?

Je ne m'en prends aucunement à la fonction publique du Canada. Nous avons beaucoup d'excellents fonctionnaires au ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Il ne faut pas oublier une chose, c'est que les fonctionnaires de ce ministère ont une tâche excessive sur les bras. Qu'il s'agisse des demandes à l'étranger, des visas à l'étranger, des gens qui se présentent ici ou même du travail courant du ministère, ils ne suffisent pas à la tâche. Lorsque je suis devenu député, je n'avais pas la moindre idée de la quantité de travail que cet aspect de l'administration publique allait exiger de moi. Je puis vous dire en toute franchise, moi qui représente une circonscription du centre de Toronto, et je sais que mes collègues des zones urbaines ont connu la même expérience, que les problèmes d'immigration prennent 90 p. 100 de mon temps. Nous ne pouvons pas nous promener dans la rue, aller voir jouer au base-ball ou au hockey ou encore aller acheter une douzaine d'oranges sans que quelqu'un nous parle d'un problème d'immigration à Toronto.

Chaque fois, nos électeurs nous présentent leurs problèmes parce qu'ils disent que le ministère est engorgé et n'arrive pas à étudier leur demande.

Quand j'ai demandé au ministre l'autre jour d'ajouter des années-personnes, je n'ai pas dit cela parce que je voulais accroître la charge fiscale des contribuables ou faciliter la vie des fonctionnaires actuellement en poste. Je pense que si on veut que ces amendements marchent, il va falloir avoir le personnel approprié.

Le ministre d'État chargé des Finances a dit plus tôt que le volume a augmenté et que c'est pour cette raison que les fonctionnaires ne suffisent pas à la demande. Il a absolument raison, les fonctionnaires ont un surcroît de travail, mais ne peuvent compter sur des renforts. Il semble qu'on n'arrive pas à comprendre cela.

Quand ça fait deux, trois ou quatre ans que les gens attendent, ils se découragent, tout s'effondre, et ils commencent à tricher et à abuser du système. Ils encouragent des amis à l'étranger à se moquer des files d'attente et à venir comme visiteurs. Ils se débarrassent de leur passeport dans l'avion une fois arrivés comme visiteurs, ils demandent le statut de réfugié. Ainsi ils sont couverts. Beaucoup de ces cas surviennent parce que le système est complètement embourbé à cause du manque de personnel. C'est ce que je crois.

Le solliciteur général a soulevé tout à l'heure le fait que le gouvernement est contre ceux qui abusent du système. Tous les Canadiens sont contre ceux qui abusent du système. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, en avons assez aussi de voir tous ces gens abuser du système.

Cependant, il faut se garder des généralisations hâtives, car on risque ainsi d'adopter une attitude carrément insensible. J'ai bien peur qu'en signalant aux fonctionnaires que le gouvernement va être beaucoup plus strict afin de combattre les abus, un bon nombre de gens sans reproche vont écopier. Il y a alors fort à craindre que, dans comme le soutenait le député dans son intervention où il signalait que la politique d'immigration est le miroir du pays, notre miroir ne vienne qu'à être légèrement entaché. Une telle attitude contribuerait à ternir notre image et nous causerait préjudice sous bien d'autres rapports. Cela pourrait même décourager des entrepreneurs ou des gens d'affaires de venir s'installer chez nous.